



ALERTE : TOURISME !

Actuellement le tourisme représente 10% du PIB (Produit Intérieur Brut) mondial, 10 % des emplois et **la première industrie au monde, nous dit l'OMT (Organisation Mondiale du Tourisme).**

Boris Johnson (Premier Ministre Britannique) veut « relever l'économie anglaise à l'aide du tourisme ». Sur les côtes océanes du monde, des aménagements sont construits contre la montée des eaux afin de « sauver l'industrie du tourisme ». En France, nous avons un Conseil Interministériel du Tourisme et le dernier « Sommet Destination France » de novembre 2021 soutient le secteur, après le Covid, à hauteur de 38 milliards d'euros, avec en plus 15 milliards à l'industrie aéronautique très liée au tourisme, plus des millions d'euros d'argent public investis en observatoires, bureaux d'études et start-up concernant le tourisme (voir dossier de presse Destination France). Carole Delga, présidente de la Région, insiste sur « Occitanie première destination » avec prévus, par exemple dans l'Aude, golf et hébergements à Fontiers-Cabardès, 110 chalets pour touristes à Quillan et en Ariège, « Vallées ingénieuses » (Orlu et Luzenac) pour 51 millions d'argent public et le projet Coucoco de Montbel pour 3 millions d'euros. Du cyclotourisme partout etc, etc.

En Ariège, nous avons un Observatoire du Tourisme et l'ADT (Agence Départementale du Tourisme) qui souhaite « une augmentation du PIB du tourisme de 20 % d'ici 2030 » (Alain Toméo, président de l'ADT et de la Com.com de Mirepoix, porteuse du projet « complexe hôtelier au lac de Montbel » (voir La Gazette du 22 octobre 2021 et l'Ariégeois de décembre 2021). Enfin, à chaque page des nouveaux PLUI (P.L.U. Intercommunaux) on rencontre des projets touristiques, par exemple 180 nouveaux hébergements prévus dans la Com.Com de Mirepoix, tout à fait en contradiction avec le PADD (Plan d'Aménagement et de Développement Durable) qui prône « la préservation des espaces naturels et agricoles » (Loi 101-2 Code Urbanisme) et sur lequel sont censés s'appuyer les PLUI.

Cette « mise en tourisme du monde » (Rodolphe Christin), identique à sa mise en industrie au XVIII et XIXème siècles, ou sa mise en numérique au XXème siècle, est justifiée par élus et populations, dans l'espérance de « retombées économiques », (aux chiffres introuvables dans toutes les institutions concernées !) censées faire « revivre le territoire », le « vivre » étant réduit ici à sa dimension économique. Revivre, disent-ils, car en Ariège et ailleurs, après 70 ans de plan de destruction massive des tissus paysan, artisan puis industriel par les élus et les entreprises, évidemment que ces territoires sont « sinistrés » ; et si attirer des passants solvables est la seule solution proposée — et très fortement subventionnée par le département, la région et l'État — évidemment que « tout le monde finit par en vivre et y travailler » : aménagements d'infrastructures, commerces, restauration, produits locaux, bibelots, spectacles, activités, gasoil et fameux « emplois créés » (ski, guides, saisonniers précaires).

Mais même en supposant que le Tourisme soit une solution, concernant les emplois créés, il faudrait vraiment beaucoup de projets touristiques, genre Lac de Montbel (4 CDI et 12 saisonniers !) pour retrouver, y compris les emplois induits, le niveau, par exemple, des 10 000 emplois industriels, directs et indirects dans le textile et l'aluminium, du pays d'Olmes avant 1995, ou plutôt, car on ne soutient pas forcément la société industrielle, les 80 % de paysans et d'artisans qui peuplaient nos campagnes avant le XXème siècle.

Les élus et les entreprises veulent attirer un grand nombre de touristes parce que c'est une ressource qui est là, immédiate. Mais pourquoi cette ressource est-elle au rendez-vous ? La concentration dans les villes, ajoutée à l'accélération techno numérique et au salariat (c'est-à-dire à des emplois privés de sens), engendrent un besoin de compensation qui se déverse chaque week-end sur plages, campagnes et montagnes afin de goûter un peu d'air pur, de repos et d'illusion d'un Ailleurs. « En même temps que la ville se développe le besoin d'en sortir » (Bernard Charbonneau).

Le marketing a bien repéré cette fonction compensatoire du déplacement hebdomadaire, proposant des « séjours de déconnexion au coeur de la nature » ou bien « un Ailleurs où la nature vous enveloppe, remplaçant le tic-tac de l'horloge par le crissement des feuilles sous nos pieds. Là, on oublie hier et demain, pour simplement vivre le présent. » Cette analyse parfaite de notre rapport au travail est en fait une publicité de « Cabane, Nature et Spa », l'investisseur du complexe hôtelier Coucoco au Lac de Montbel.

La vie n'est plus un tout, une continuité, mais l'addition de deux temps séparés, contraires : le travail-loisir compensateur, le besoin généralisé de quitter « l'usine » devenant désir grâce au marketing. L'analyse est valable pour le télétravail : travail et loisir, dans un même lieu mais à des moments différents. Cela correspond à notre destin de producteurs-consommateurs.

Le tourisme est donc le produit de la société industrielle, pour une part avec les transports motorisés, l'énergie dépensée et la construction standardisée d'hébergements, mais surtout avec le travail salarié subordonné (cf. Alain Supiot). Il est aussi le produit de l'émergence d'une classe moyenne solvable, de la société de consommation qui a suivi, et du marketing. Les projets touristiques se font dans un mépris des autochtones et des touristes que l'on ne considère que relativement à leur carnet de chèques. Le tourisme de masse est lié aux années 60 : plan gaullien d'hébergements touristiques sur le littoral méditerranéen afin de retenir en France la « destination Espagne ».

Cela dit, la « ressource » (le touriste) est là... ou pas !

Exemples : cataclysme (Indonésie), attentats (Egypte, Tunisie), guerres (Turquie, Chypre, Egypte = moitié moins de touristes dû à l'absence des Ukrainiens et des Russes), Covid (62 millions d'emplois détruits en 2020 et 4000 milliards de perte pour le PIB mondial d'après l'OMT), modes, etc.

La souhaitable souveraineté — et non la sécurité — économique ne peut donc reposer sur une ressource encore plus aléatoire que toute l'économie qui l'est également. Appuyer l'économie sur le tourisme exogène et versatile est un pari.

« Nous ne sommes pas contre la liberté de se déplacer mais contre le financement et le soutien à coup de milliards pour nous donner les moyens et la soif de nous déplacer et nous faire croire que ces déplacements sont tenables écologiquement, socialement et économiquement » (Guide de l'Office de l'Anti-Tourisme, n°2). Nous nous réjouissons donc de l'abandon des projets liés au tourisme comme Europacity en novembre 2019, Roybon dans l'Isère en juillet 2020, le terminal 4 de Roissy en février 2021, le Surfparc artificiel de St Père en Retz (suspendu en juillet 2021), le port de plaisance de Brétignoles et nous attendons celui du complexe hôtelier au Lac de Montbel.



